

Un jeune lyonnais arrêté et intimidé pour avoir donné des informations sur les Français qui servent dans l'armée israélienne

Description

Hassan, jeune lyonnais qui tient une page facebook « H & O Production » a été arrêté et intimidé pour avoir diffusé des informations (qui étaient déjà publiques comme on peut le lire dans le témoignage de Hassan) sur les soldats français qui servent dans l'armée israélienne.

Nous republions son témoignage ci-dessous. L'Agence relaye également son appel à soutien sur « [Le Pot Commun](#) » :

à??

Le témoignage de Hassan:

« Je suis passionné d'informatique et je travaille sur la recherche de renseignements ouverts, et ce sur la base de données libres.

Récemment, le Ministre de l'intérieur, Monsieur CAZENEUVE, a dit vouloir poursuivre en justice les ressortissants français allant combattre hors du territoire, notamment en insistant lourdement sur les combattants Djihadistes français partant en Syrie. Un parallèle entre ces personnes s'en allant faire la guerre à l'étranger, pour le compte de puissances étrangères, et les français s'engageant dans l'armée de l'Etat israélien pour participer à l'opération militaire « Bordure protectrice » m'a semblé devoir être fait.

Le fait que je sois devenu le parrain d'un orphelin et que je me sois par le passé rendu à Gaza, m'a rendu particulièrement sensible à l'ampleur du massacre en cours à l'encontre de la population civile.

Au quotidien, la diffusion de vidéos et autres supports d'informations ont permis à ma page H&O Production d'avoir une large tribune, j'en ai donc profité pour parler de l'actualité à Gaza. Face au comportement de certains médias vis-à-vis des massacres en cours, le but de cette démarche était d'offrir une autre information, plus proche de la réalité. Parmi les Gazaouis, on compte un très grand nombre de victimes civiles, avec une forte proportion de personnes âgées, de femmes, d'enfants, d'handicapés et de malades pris en charge dans les hôpitaux de Gaza.

Rapidement, j'ai pu constater de nombreux comportements virulents de la part de sympathisants à l'Etat d'Israël vis-à-vis des différentes publications d'un non-sens à l'opération Bordure Protectrice », ce qui entrainera une censure des commentaires les plus vindicatifs et insultants, ainsi que le bannissement des personnes publiant ce type de commentaires. De même, les personnes qui tenaient des propos haineux à l'encontre des personnes de confession juive, ont également été censurées. Ce n'est pas mon cas. Ce que je dénonce sur cette page sont

les tueries massives de civils commises par lâ??armÃ©e israÃ©lienne Ã Gaza ces derniÃ¨res semaines.

Jâ??ai rapidement eu le sentiment que se limiter Ã la diffusion dâ??informations dâ??actualitÃ©s Ã©tait insuffisant. Et je me suis intÃ©ressÃ© Ã la problÃ©matique franÃ§aise, cÃ©est-Ã-dire la participation de nationaux, de leur plein grÃ© et de faÃ§on assumÃ©e publiquement, Ã cette opÃ©ration militaire dans les rangs de cette armÃ©e Ã©trangÃ¨re. Il mÃª??a semblÃ© important de dÃ©noncer le contingent de franÃ§ais sÃ©engageant volontairement dans lâ??armÃ©e de cet Etat Ã©tranger, participant ainsi Ã ce massacre de masse.

DÃ©sireux de mettre en Åuvre une action pacifique, en Åcho aux propos du Ministre de lâ??IntÃ©rieur, jâ??ai dÃ©cidÃ© de rechercher, sur la base de donnÃ©es rendues entiÃ¨rement libres dâ??accÃ©s par leur propres auteurs, des ressortissants franÃ§ais combattant pour lâ??Etat dâ??IsraÃ©l au sein de lâ??armÃ©e de Tsahal, durant cette Å« OpÃ©ration Bordure Protectrice Å». Toutes les informations recueillies ont Ã©tÃ© trouvÃ©es sur les rÃ©seaux sociaux, partagÃ©es par les personnes elles-mÃªmes via leur compte personnel Facebook, en paramÃ¨tres de publication ouverts, et donc entiÃ¨rement publiques.

Jâ??ai alors repris les identitÃ©s (Nom, PrÃ©nom, ville) et grades de cinq personnes dont la Directrice de lâ??UnitÃ© de SystÃ©me Informatique central de fourniture de services de traitement de donnÃ©es pour toutes les armes et lâ??Ã©tat-major de lâ??armÃ©e IsraÃ©lienne. Lâ??idÃ©e nÃ©tait pas une Å« importation du conflit Å» comme on a tentÃ© de me le reprocher, mais la dÃ©nonciation de la participation au comportement criminel et contraire au Droit International de lâ??armÃ©e de Tsahal, comportement que je considÃ¨re comme terroriste.

Au bout de 3 heures Å peine, la Directrice de lâ??UnitÃ© de SystÃ©me Informatique intervient en tenant des propos menaÃ§ants, mÃª??informant que son identification lui importait peu Ã©tant donnÃ© son dÃ©sintÃ©rÃ©t pour la France. Plusieurs messages privÃ©s de proches et de soldats de lâ??armÃ©e IsraÃ©lienne sÃ©ensuivront avec menaces de mort, de localisation et de tortures. Parmi ces messages : Å« jâ??ai quelques amis qui vont trÃ©s vite te trouver Å» ; Å« on va vite te trouver (â?!) Tu finiras par regretter tes paroles Å».

AprÃ¨s lâ??intÃ©rÃ©t suscitÃ© par ces publications, de nombreuses rÃ©actions et commentaires ont Ã©tÃ© publiÃ©s. La gestion de cet ensemble Ã©tant devenue difficile Ã© contrÃ©ler faute de temps, jâ??ai prÃ©fÃ©rÃ© supprimer les identitÃ©s des soldats de lâ??armÃ©e IsraÃ©lienne. Mais je souligne que ces personnes ont fait le choix dâ??afficher leur appartenance, leur grade, le nombre de victimes faites, et dâ??autres informations concernant leur engagement dans lâ??armÃ©e de Tsahal. Aussi, ces informations ont Ã©tÃ© recueillies par la recherche de renseignements de sources ouvertes cÃ©est-Ã-dire un renseignement obtenu par une source dâ??information publique donc lÃ©gal.

Par la mÃªme occasion, jâ??ai pris contact avec un avocat au barreau de Lyon, pour mÃª??assurer que rien dans mes agissements nÃ©tait illÃ©gal. Les donnÃ©es Ã©tant publiques, lâ??avocat me confirme la lÃ©galitÃ© de mes actes.

Le jeudi 7 aoÃ»t 2014, aux alentours de 9 h du matin, se prÃ©sentent Ã mon domicile six enquÃªteurs de la Brigade Criminelle communÃ©ment appelÃ©e Å« La Crim Å». La capitaine insiste sur lâ??importance de leur venue en me rappelant que Å« La Crim Å» se dÃ©place habituellement pour les homicides. Mais aujourdâ??hui, affirme-t-il, ils ont Ã©tÃ© diligents par les plus hautes sphÃ¨res

de lâ??tat. Il me demande si je connais lâ??objet de leur prÃ©sence. je rÃ©ponds que cela est sans doute liÃ© Ã mes publications sur la page Facebook de H&O Production, ce Ã quoi on me rÃ©pond par lâ??affirmative. Parmi les policiers prÃ©sents se trouvait un spÃ©cialiste en informatique.

La capitaine en charge de lâ??affaire me demande de signer une autorisation de perquisition. Les policiers lâ??accompagnant se sont montrÃ©s particuliÃ©rement nerveux et insistants pour la signature de celle-ci, perquisition que je refuse catÃ©goriquement. Je demande Ã contacter mon avocat, ce qui mÃ©est accordÃ©. Celui-ci Ã©tant injoignable, jÃ©appelle une personne pouvant entrer en contact avec lui. Lorsque cette personne me rappelle, la capitaine de police mÃ©arrache le tÃ©lÃ©phone des mains. Elle mÃ©informe que je serai placÃ© en garde Ã vue et me rappelle que cette arrestation vient des plus hautes sphÃ©res du gouvernement. De nouveau, on mÃ©incite de maniÃ©re musclÃ©e Ã signer le document de perquisition ; je mÃ©y oppose une nouvelle fois et celle-ci est donc impossible. AprÃ©s un appel de la police au Procureur, je suis emmenÃ© au commissariat Marius Berliet, Ã Lyon 8Ã©me.

Je demande une fois encore Ã pouvoir appeler mon avocat, ce que lâ??on mÃ©accorde. Son associÃ©, spÃ©cialisÃ© dans le pÃ©nal, se dÃ©place au commissariat pour que soit possible mon audition, en sa prÃ©sence.

Ã son arrivÃ©e, lors de mon entretien en privÃ© avec lui, il mÃ©informe nÃ©avoir Ã©tÃ© mis au courant dÃ©aucune information me concernant, et donc ne pas connaÃ©tre les chefs dÃ©accusations retenus et ne pas avoir accÃ©s au dossier. Il me demande donc de lui raconter le dÃ©tail de ce quÃ©il sÃ©est passÃ©, puis dÃ©pose un mÃ©moire Ã©crit dans lequel il dÃ©nonÃ©e le fait de ne pas avoir eu accÃ©s aux piÃ©ces constituant le dossier.

Mon avocat souligne que les donnÃ©es publiÃ©es ont Ã©tÃ© rÃ©cupÃ©rÃ©es de faÃ§on lÃ©gale. En effet, celles-ci sont partagÃ©es de maniÃ©re publique par les personnes elle-mÃ©me, je nÃ©ai fait que partager leurs propres informations. Je suis alors auditionnÃ© par la capitaine, alors que mon avocat sÃ©Ã©tonne auprÃ©s de lâ??enquÃ©trice, quÃ©Ã ce stade de la procÃ©dure, il ne soit toujours pas informÃ© de la nature de lâ??infraction qui me serait reprochÃ©e. La capitaine lâ??informe alors quÃ©il sÃ©agit dÃ©infractions Ã la loi selon les articles 226-19 et 226-22 du Code PÃ©nal.

La capitaine mÃ©a ensuite posÃ© nombre de questions relatives Ã lâ??identitÃ© dÃ©une personne en particulier dont jÃ©ai partagÃ© les informations. Elle me prÃ©cise que la mÃ©re de cette personne a dÃ©posÃ© une plainte Ã mon encontre. Il est sous-entendu que cette personne ayant dÃ©posÃ© plainte aurait assez dÃ©influence pour que cette plainte passe par les plus hautes instances de lâ??Etat franÃ§ais. Il sÃ©agit, selon mes souvenirs, dÃ©un parachutiste, ou dÃ©un pilote dÃ©avion ayant participÃ© directement aux opÃ©rations Ã Gaza lors de lâ??opÃ©ration Ã« Bordure Protectrice Ã».

Je rÃ©affirme Ã la capitaine de police que jÃ©ai partagÃ© ces informations, prÃ©alablement et publiquement partagÃ©es par les personnes elles-mÃ©mes, afin que celles-ci rÃ©pondent devant la justice de leurs actes et implication dans les massacres perpÃ©trÃ©s Ã Gaza.

La capitaine me demande combien de personnes jÃ©ai identiÃ© au total, et tente de mÃ©accuser sans succÃ©s dÃ©un acte de piratage. Je fais valoir que rien dÃ©illÃ©gal ne sera trouvÃ© dans mon ordinateur. Il mÃ©est alors demandÃ© si dÃ©autres informations concernant des militaires franco-israÃ©liens se trouvent consignÃ©es dans mon ordinateur, je rÃ©ponds oui. On me demande

combien, de mémoire, j'indique qu'il en reste moins d'une dizaine.

Suite à ces questions, la capitaine de police m'accuse d'avoir voulu « jouer au journaliste », je me défends en arguant d'avoir fait que diffuser des informations publiques. J'explique notamment avoir eu accès aux informations, libres, concernant un sniper se vantant sur Facebook d'avoir tué 13 enfants palestiniens, et ce, de façon parfaitement publique par le sniper lui-même. Une fois encore, la capitaine insiste pour savoir si ces informations relayées ont été suite à un acte de piratage.

Mon avocat demande alors de pouvoir poser des questions, ce qui lui est refusé. La capitaine lui indique alors que ces questions pourront être posées lors du prochain entretien. À la relecture du procès-verbal, mon avocat demande la rectification d'une partie de ce dernier, puisqu'il y est indiqué qu'il n'aurait pas voulu poser de question mais simplement que le mémoire qu'il a rédigé soit joint au procès-verbal d'audition. Le procès-verbal est donc rectifié, après insistance, avec la mention du refus de la capitaine de permettre à mon avocat de me questionner lui aussi directement à la fin de l'interrogatoire, comme la loi y autorise.

Je suis alors réplacé en cellule, avant de devoir accompagner à mon domicile les policiers pour procéder à la perquisition de celui-ci. Y sera saisi l'intégralité de mon matériel informatique, un ordinateur fixe, un ordinateur portable ainsi que des disques durs externes. Il est indiqué que ce matériel est saisi pour une durée pouvant aller de 8 mois à 1 an. Au total, la saisie de mon matériel de travail s'élève à une valeur de près de 5 000 euros. De retour au commissariat, mon matériel est donc mis sous scellé et l'on prend alors mes empreintes avant de me replacer en cellule de garde à vue. Je suis ensuite auditionné une nouvelle fois, en présence de mon avocat. La plupart des questions mises en mémoire par mon avocat me sont alors posées par la capitaine de police :

Est-ce que vous visiez le soldat personnellement, en raison de sa nationalité, ou bien vouliez-vous dénoncer les actes commis par l'armée israélienne dans sa globalité ?

Je réponds à cela que je visais bel et bien l'armée dans son ensemble et non pas un individu de façon isolée ou pour une autre raison que l'implication de l'armée dans laquelle il s'agissait volontairement engagé, dans les massacres en cours à Gaza.

La capitaine me questionne alors sur mon répertoire téléphonique, ce dernier copié et passé au peigne fin par « La Crim », s'attardant particulièrement sur des personnes avec lesquelles j'aurais beaucoup changé par téléphone. Je perçois une volonté de savoir si j'appartiens à un groupe de hackers ou si je me trouve être un citoyen isolé dans cette démarche de partage de données publiques concernant lesdits soldats franco-israéliens.

Au terme de 24 heures, je demande à être libéré, ce que la capitaine refuse. Je suis donc gardé à vue pour une nouvelle audition. Finalement, le lendemain, je suis libéré, sans qu'on me délivre un document attestant de ma garde à vue ni que soit averti mon avocat, que j'informe donc moi-même ma libération. Avant de quitter les locaux, je demande aux policiers quelles suites seront données. On m'informe qu'une deuxième personne proche de H&O Production sera auditionnée. On m'informe d'une interdiction de changer d'adresse ou de numéro de téléphone sans en informer au préalable la Brigade Criminelle, le cas échéant une recherche à l'échelle nationale serait lancée à mon encontre.

Enfin, il m'a indiqué que ma mise en garde a été actée par le Ministère de l'Intérieur et le cabinet de la Garde des Sceaux le 23 juillet, l'intervention de la Brigade Criminelle et de la Police Judiciaire attestant qu'il s'agit, pour la Justice française, d'une grosse affaire. »

date créée

2014/08/25